

**DA 255 – 23.05**

**Délibération du Conseil municipal de Vernier du 20 juin 2023**

relative à un

**CRÉDIT D'INVESTISSEMENT DE CHF 5'196'000.00 TTC DESTINÉ À LA RÉALISATION DE LA VOIE VERTE D'AGGLOMÉRATION RIVE DROITE (VVA RD) - TRONÇON LE LONG DU CHEMIN DE CHAMPS-PRÉVOST - SECTEUR 2 - SOUS-SECTEUR A, ET AUX OPÉRATIONS FONCIÈRES Y RELATIVES**

Vu le Plan d'actions de la mobilité douce 2019-2023, adopté par le Conseil d'État le 3 novembre 2021 et constatant une hausse constante de la part modale vélo et piéton dans notre canton ;

vu l'adoption du plan directeur de zone de développement industriel et artisanal des Batailles (PDZIBAT-NORD n°29'975/B), par le Conseil d'État le 4 mai 2022 ;

vu la loi 11863 *ouvrant des crédits d'étude et d'investissement de CHF 187'970'000.00 et un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de CHF 82'640'000.00 relatifs à la mise en œuvre du projet d'agglomération de deuxième génération (PA2)* qui alloue un montant maximum de CHF 5'270'000.00 HT (base oct. 2005) pour la mesure 33-11 et permet également de subventionner les coûts des acquisitions foncières et les frais induits relatifs à cette mesure ;

vu la convention de répartition de la contribution fédérale concernant la réalisation de la mesure 33-11 entre le Canton de Genève, les Villes de Meyrin et Vernier ainsi que la Commune de Satigny fixant la part de la contribution fédérale pour la mesure 33-11 a (VVA RD secteur 2) à CHF 3'045'000.00 (base octobre 2020) ;

vu le protocole d'accord entre la République et Canton de Genève, les Villes de Meyrin et Vernier, la FTI fixant les modalités administratives, techniques et financières pour la bonne exécution de la VVA RD - Secteur 2 ;

vu la convention cadre ainsi que ses modules relatifs à la mise à disposition du domaine CFF pour l'aménagement d'un axe de mobilité douce appelé « Voie verte d'agglomération Rive droite » entre les CFF, le Canton de Genève, les Villes de Meyrin et Vernier ainsi que la Commune de Satigny précisant les dispositions prévues dans le cadre des aménagements de la VVR RD sur les parcelles CFF ;

vu le mandat de délégation pour la négociation des emprises provisoires et définitives versées au domaine public communal entre l'État de Genève et la Ville de Vernier qui définit le cadre des prestations ainsi que le montant de la rétribution financière à la charge du Canton tel que précisé dans le tableau du coût prévisionnel du protocole d'accord précité ;

vu l'autorisation de construire DD 317457/1 déposée en date du 21 décembre 2021 concernant la Voie verte d'agglomération Rive droite, Secteur 2 – mesure 33-11, qui est toujours en cours d'instruction ;

vu le projet d'aménagement de la VVA RD - Secteur 2, en particulier le Sous-secteur A, soit le tronçon situé sur la Commune de Vernier ;

vu le procès-verbal du Conseil du FIA du 3 février 2022 qui valide le principe de financement de la variante de déconnexion/infiltration des eaux pluviales (concept « eau en ville ») à hauteur de la variante « traditionnelle » de mise en séparatif avec 2 canalisations ;

vu l'exposé des motifs ;

vu le tracé de la VVA RD Secteur 2, Sous-secteur A (annexe 1) ;

vu le tableau présentant les différents propriétaires impactés par le tracé de la VVA RD Secteur 2 (annexe 2) ;

vu les fiches d'emprises préparées par l'État de Genève (annexe 3) ;

vu le modèle d'acte de constitution de servitudes (annexe 4) ;

vu les négociations entreprises par l'État de Genève avec les riverains de la VVA RD Secteur 2 ;

vu le but d'utilité publique des opérations foncières envisagées ;

vu le rapport de la commission du génie civil et des équipements du 23 mai 2023 ;

conformément aux articles 30, alinéa 1, lettres e), k) et m) et 50 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 ;

sur proposition du Conseil administratif ;

le Conseil municipal, par 22 OUI, 8 NON et 2 abstentions, (majorité qualifiée)

## **décide**

- 1 d'ouvrir au Conseil administratif un crédit de CHF 4'743'000.00 TTC destiné à couvrir le montant voué à l'aménagement de la Voie verte Rive droite (VVA RD) – Secteur 2 – Sous-secteur A et aux opérations foncières y relatives ;
- 2 de prendre acte que l'aménagement de la Voie verte Rive droite (VVA RD) – Secteur 2 – Sous-secteur A bénéficiera d'une subvention fédérale du Projet d'agglomération de deuxième génération (PA2) de CHF 667'142.00 TTC ;
- 3 de prendre acte qu'une subvention de CHF 1'918'538.00 TTC sera demandée au Fonds intercommunal d'équipement (FIE) ;
- 4 de prendre acte que l'aménagement de la Voie verte Rive droite (VVA RD) – Secteur 2 – Sous-secteur A et Secteur 1 bénéficiera d'une subvention cantonale exceptionnelle pour les acquisitions foncières, y compris les frais induits, d'un montant de CHF 309'432.00 TTC ;
- 5 de comptabiliser les dépenses pour un montant de CHF 4'743'000.00 TTC et les recettes pour un montant de CHF 2'895'112.00 TTC dans le compte des investissements, puis de porter la dépense nette de CHF 1'847'888.00 TTC à l'actif du bilan de la Ville de Vernier, dans le patrimoine administratif ;
- 6 d'amortir la dépense nette de CHF 1'847'888.00 TTC au moyen de 30 annuités, sous la rubrique n° 61.33, dès la première année d'utilisation du bien estimée à 2026.
- 7 d'ouvrir au Conseil administratif un crédit de CHF 453'000.00 TTC pour couvrir le montant destiné aux travaux d'assainissement liés au réaménagement de la Voie verte Rive droite (VVA RD) – Secteur 2 – Sous-secteur A ;
- 8 de comptabiliser la dépense nette de CHF 453'000.00 TTC dans le compte des investissements, puis de la porter à l'actif du bilan de la Ville de Vernier, dans le patrimoine administratif ;

- 9 d'amortir la dépense de CHF 453'000.00 TTC au moyen de 40 annuités, sous la rubrique n° 72.33, dès la première année d'utilisation du bien estimée à 2026 ;
- 10 de prendre acte que ce crédit sera financé, en partie, au moyen des loyers versés par le Fonds intercommunal d'assainissement (FIA) conformément à la loi sur les eaux, qui seront comptabilisés annuellement dans le compte de résultats sous la rubrique n° 72.46 après approbation du décompte final du chantier par le Conseil du FIA ;
- 11 de prendre acte du tracé de la VVA RD secteur 2, sous-secteur A selon plan reproduit en annexe 1 ;
- 12 d'accepter les cessions, à titre onéreux (montant inclus dans le crédit mentionné au point 1 ci-dessus, étant précisé que le montant dévolu aux acquisitions foncières sera par la suite intégralement remboursé à la Ville de Vernier par l'État de Genève), de la part des différents propriétaires privés concernés (selon tableau en annexe 2) et en faveur de la Ville de Vernier, d'une partie des parcelles 903, 904, 909, 2063, 2564 de Vernier, d'une surface de respectivement environ 136 m2, 137 m2, 37 m2, 26 m2, 37 m2 conformément aux fiches d'emprises ci-jointes (annexe 3), pour être incorporées respectivement au domaine public communal dp 3976, dp 3981 ou autre ;
- 13 d'accepter les cessions, à titre gratuit, de la part de la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI) et en faveur de la Ville de Vernier, des parcelles / parties des parcelles 2565, 2854, 3787, 5440, 5441, 5443, 5445 de Vernier, d'une surface de respectivement environ 204 m2, 317 m2, 166 m2, 402 m2, 34 m2, 171 m2, 69 m2, conformément aux fiches d'emprises ci-jointes (annexe 3), pour être incorporées au domaine public communal dp 3981 ou autre ;
- 14 d'accepter la cession, à titre gratuit, de la part de l'État de Genève et en faveur de la Ville de Vernier, d'une partie de la parcelle 5162 (DDP 5163) de Vernier, d'une surface d'environ 11 m2, conformément à la fiche d'emprise ci-jointe (annexe 3), pour être incorporée au domaine public communal dp 3981 ou autre ;
- 15 d'accepter la cession, à titre gratuit, de la part de l'État de Genève et en faveur de la Ville de Vernier, d'une partie de la parcelle 5439 (DDP 5442) de Vernier, d'une surface d'environ 347 m2, conformément à la fiche d'emprise ci-jointe (annexe 3) pour être incorporée au domaine public communal dp 3981 ou autre ;
- 16 d'accepter la cession, à titre gratuit, de la part de l'État de Genève et en faveur de la Ville de Vernier, pour compenser l'emprise de la VVA RD sur la parcelle 927 de domaine privé communal, d'une partie de la parcelle 5439 (DDP 5442) de Vernier, d'une surface d'environ 835 m2, conformément à la fiche d'emprise ci-jointe (annexe 3), pour être incorporée au domaine privé communal ;
- 17 d'accepter de procéder à la division de la parcelle 927 de domaine privé communal (d'une surface totale de 4'639 m2) en deux sous-parcelles, pour incorporer l'une d'elle, à savoir la surface dévolue à la VVA, d'environ 1302 m2 conformément à la fiche d'emprise ci-jointe (annexe 3), au domaine public communal dp 3981 ou autre, l'autre sous-parcelle, à savoir la surface restante d'environ 3'337 m2, demeurant du domaine privé communal ;
- 18 de transférer du patrimoine financier au patrimoine administratif, en transitant par le compte des investissements, le montant de CHF 235'700.00 TTC représentant la valeur comptable de la sous-parcelle de la parcelle 927, d'une surface d'environ 1302 m2 destinée à être incorporée au domaine public communal dp 3981 ou autre ;
- 19 d'amortir la dépense de CHF 235'700.00 TTC conjointement au crédit de réalisation de la VVA au moyen de 30 annuités, sous la rubrique n° 61.33, dès la première année d'utilisation du bien estimée à 2026 ;
- 20 d'accepter la constitution, à titre gratuit, de la part des CFF et en faveur de la Ville de Vernier, de toutes les servitudes d'usage public, de superficie ou d'empiètement prévues dans la Convention cadre relative à la mise à disposition du domaine CFF pour l'aménagement d'un axe de mobilité douce appelé « Voie verte d'agglomération Rive droite » sur les parcelles 1379 et 5267 de Vernier, sur une surface de respectivement environ 832 m2 et 667 m2, selon plan reproduisant le tracé de la VVA RD Secteur 2, Sous-secteur A (annexe 1) et modèle d'acte de constitution de servitude ci-joint (annexe 4) ;

- 21 de demander au Conseil d'État de la République et Canton de Genève de bien vouloir exonérer la présente opération foncière de tous les éventuels frais et droits, y compris les émoluments du Registre foncier vu l'affectation d'utilité publique de ladite opération ;
- 22 de charger le Conseil administratif de mettre en œuvre l'entier de l'opération foncière définie dans la présente délibération et de signer pour la Ville de Vernier tous les actes notariés, conventions et pièces relatifs à cette opération ;
- 23 de charger le Conseil administratif de désigner deux de ses membres pour procéder à la signature des actes notariés nécessaires.

